

THAELMANN, TOERGLER, HITLER AND C°...

Le 26 mars 1925, Hitler sommeillait encore dans les langes de l'avenir. Le président Ebert venait de mourir et le destin de l'Allemagne et de l'Europe était suspendu au nom de deux hommes qui se disputaient le siège présidentiel de la République allemande.

Le premier, on le connaît. Maréchal d'Empire, il représentait la tradition militaire de l'Allemagne, le passé, la défaite subie mais non acceptée. Loyal et fidèle à sa parole de soldat, Hindenburg était dans tous ses actes respectueux de la Constitution de Weimar, mais n'en était pas moins hostile au régime républicain d'inspiration social-démocratique.

Le second, le catholique Marx, démocrate réformiste d'une tendance extrêmement pâle, symbolisait la république naissante, se défendant contre toutes les forces conjuguées du vieil esprit impérial. Son élection eût, sans doute, permis à l'Allemagne, avec le concours des démocraties voisines, de se relever des ruines de la guerre et d'enrayer les progrès du nazisme.

Mais Staline ne voulait pas de Marx. Probablement de crainte qu'on ne le confondît avec le grand Karl. Et il lança dans la bataille le fameux Thaelmann qui, maintenant libéré de sa prison, a retrouvé la place qui lui convenait aux côtés de Hitler.

Ce rapprochement de deux hommes et de deux dates a quelque chose de sinistre.

Sans l'intervention de l'outsider bolcheviste, la victoire de Marx était nettement assurée. Du reste voici les chiffres qui sont assez éloquents et pourraient se passer de commentaires.

Hindenburg:	14.655.766 voix	Marx:	13.751.615 voix
Thaelmann:	1.931.151 voix	Marx et Thaelmann:	15.682.766 voix

C'est-à-dire plus d'un million de voix de majorité en faveur des candidats se réclamant de la démocratie, plus qu'il n'en fallait pour écraser le nazisme naissant, et probablement pour étouffer dans l'œuf la révolution hitlérienne qui couvait. Sans cette manœuvre de la perfidie bolcheviste qui favorisa l'élection du vieux maréchal von Hidenburg, - lequel, à son corps défendant, allait ouvrir la voie du triomphe à son successeur Hitler, - le cours de l'Histoire eût, sans doute, été changé, et nous ne serions pas aujourd'hui victimes de la plus effarante des agressions.

On pourrait supposer que ce n'était là qu'une erreur de tactique et que les communistes allemands allaient reconnaître leurs fautes et tenter d'en amoindrir les effets. C'est ignorer ce qu'est le bolchevisme qui ne commet ses scélératesses qu'après les avoir longuement préméditées.

Non, ce n'était pas une maladresse. Pendant sept ans, le *Parti communiste allemand* travailla avec acharnement, sous les ordres des agents moscovites, pour ébranler définitivement les assises de la démocratie; il exploita avec virulence, et selon ses procédés coutumiers, les errements des démocrates des socialistes et des modérés; il proposa, à tout propos et hors de propos, en toute occasion et en toute circonstance, des alliances circonstanciées aux organisations anti-nazies, ces contacts n'ayant d'autre objet que d'affaiblir et écraser les organisations qui s'y prêtaient. Aux élections présidentielles de 1932, l'œuvre de décomposition était achevée. Hitler allait devenir virtuellement le maître de l'Allemagne.

Le scrutin de 1932 se déroula dans une atmosphère de fièvre. Chacun comprenait que ce n'était pas seulement l'avenir de l'Allemagne qui se jouait par un bulletin de vote, mais celui de l'Europe et peut-être du monde. Et si, grâce à son prestige et au respect qu'il inspirait, en raison de sa droiture et de son grand âge, le maréchal Hindenburg sortit numériquement victorieux de la bataille, le véritable conquérant fut Hitler s'assurant tous les lendemains par l'avance foudroyante de son parti. Et ce qu'il y a de grave, et qui peut paraître paradoxal aux ennemis de la logique contestant le machiavélisme des dirigeants bolchevistes, c'est

que, au second tour de scrutin, pour donner plus de poids encore à la victoire morale de l'hitlérisme., un grand nombre de voix communistes se portèrent sur le nom du futur dictateur allemand.

Bien que les chiffres soient une nourriture indigeste pour le lecteur peu habitué aux confrontations numériques, ceux que nous publions ci-dessous nous semblent trop significatifs pour que nous les laissions sombrer dans le silence du tombeau. Ils établissent bien tout le processus de la trahison et nous allons donc tenter de les exposer avec le plus de clarté possible.

Les conclusions que l'on tire d'un scrutin sont souvent problématiques et arbitraires parce qu'elles reposent sur des suppositions, le vote étant généralement secret. Dans celles que nous tirons des données statistiques fournies sur l'élection présidentielle allemande de 1932, nous nous efforçons de placer les communistes dans la position la plus favorable, c'est-à-dire de les considérer comme des adversaires sincères de Hitler, cherchant à avantager par conséquent par tous les moyens son concurrent. Voici donc les résultats du scrutin que nous analyserons ensuite:

	1 ^{er} tour de scrutin 13 mars 1932	2 ^{ème} tour de scrutin 10 avril 1932
Suffrages exprimés	37.658.036	36.491.684
Hindenburg	18.654.690	19.359.694
Thaelmann	4.982.939	3.706.388
Hitler	11.341.360	13.417.460
Duesterberg	2.518.939	

Que le lecteur fasse un petit effort pour suivre notre démonstration et il comprendra vite le bien-fondé de nos accusations.

Il y a eu au second tour de scrutin environ 1.160.000 abstentions et Duesterberg, qui s'était effacé, était un farouche antagoniste de l'hitlérisme. Malgré cela, en supposant qu'aucun des électeurs de ce dernier ne se soit abstenu au second tour et que tous les abstentionnistes sortaient des rangs du Parti communiste, nous sommes bien obligés de constater cependant qu'au second tour de scrutin le maréchal von Hindenburg n'a obtenu que 704.900 voix de plus qu'au premier tour et que, il ne restait plus de disponibles sur les 2.518.000 suffrages que Duesterberg avait obtenus au premier tour que 1.818.000 bulletins au maximum.

Or, Hitler a obtenu au second tour 2.075.000 suffrages de plus qu'au premier, soit 200.000 voix environ de plus que ne pouvait lui en fournir le reste de Duesterberg, et comme Thaelmann a perdu au second tour 1.275.000 voix, ce n'est que parmi celles-ci que Hitler a pu trouver sa différence.

De quelque façon que l'on prenne le problème, il est impossible de sortir de ce dilemme. La solution reste identique, incontestable: **LES BOLCHEVISTES ONT VOTÉ POUR HITLER.**

Les élections de 1925 n'étaient donc pas un accident et c'est bien consciemment que les bolchevistes allemands, sous les ordres de Moscou, travaillaient au succès des éléments pangermanistes. C'était chez eux un programme et nous verrons par la suite que cette position se confirma d'une façon plus éclatante encore.

Il nous a paru essentiel de rappeler ces événements au début de cette étude, d'abord pour rafraîchir la mémoire de ceux qui ont volontairement oublié, et ensuite, et surtout, pour initier ceux qui n'ont jamais su ou qui n'ont pas encore compris.

Cette élection présidentielle illustre du reste admirablement le jeu des Soviétiques dans la politique internationale et la volonté de l'U.R.S.S. de favoriser, par tous les moyens, les forces de réaction de l'Allemagne, créant ainsi une menace permanente contre les démocraties occidentales.

En 1932, et bien avant peut-être, la France était déjà sacrifiée à l'Allemagne par les hommes d'État de Moscou et les chefs communistes français ne l'ignoraient pas. Ils continuaient néanmoins à poursuivre leur

sinistre besogne et tous les simulacres de rapprochement entre la France et la Russie, dont ils étaient les colporteurs stipendiés, n'avaient d'autre utilité que de faciliter leur besogne de désorganisation et de trahison.

Il est possible toutefois que la Russie ait cherché à certains moments une collaboration avec la France et l'Angleterre, mais ce n'était que par dépit et lorsque Staline désespérait de voir se réaliser l'alliance russo-germanique qui faisait partie de son plan et qu'il souhaitait de tout son cœur. Dans l'ensemble, la politique du Kremlin fut toujours une politique germanophile et antifrançaise.

Lorsque nous dénonçâmes, à l'époque où il se situait, le scandale de cette collusion bolchevico-naziste si contraire aux intérêts des classes laborieuses et des populations démocratiques, les chefs communistes français nous objectèrent, une fois de plus, que nous n'y comprenions rien; que l'action politique était une chose et que l'action sociale en était une autre; que c'était sur le plan révolutionnaire qu'allait se placer le prolétariat allemand pour combattre le national-socialisme; que l'activité parlementaire était superficielle et dépourvue d'intérêt et que le soulèvement des masses, sous la direction des meneurs bolchevistes, aurait rapidement raison du nazisme et libérerait l'Allemagne de la menace hitlérienne.

Il est évident que le bolchevisme était assez répandu en Allemagne (aux élections de juillet 1932 les députés communistes, élus au nombre de 89, avaient obtenu un ensemble de plus de cinq millions de voix) et ses troupes suffisamment disciplinées pour constituer, avec les sociaux-démocrates et les modérés, voire les centristes, une salubre résistance à l'avance du nazisme. Sans la passivité du communisme et sans sa complicité Hitler ne pouvait espérer prendre le pouvoir que par le déclenchement d'une guerre civile, dont l'issue lui paraissait problématique. C'est, du reste, une des raisons pour lesquelles le chef des chemises brunes, malgré l'impatience des extrémistes de son parti, se refusa toujours à la prise du pouvoir par la violence et voulut accéder au gouvernement par les voies légales et constitutionnelles. Il ne faut pas oublier, en effet, que la révolution nationale allemande ne fut possible que par les conquêtes parlementaires de Hitler.

Cette connivence du bolchevisme et du national-socialisme pour le triomphe de celui-ci et de son chef ne fait plus de doute si l'on poursuit l'étude de cette période tragique où se jouaient, répétons-le, le sort de l'Allemagne et le destin du monde.

Le 4 juin 1932, sur la proposition du chancelier von Papen, le vieux maréchal Hindenburg, dont il était l'ami et l'homme de confiance, avait dissous le Reichstag élu en septembre 1930 et de nouvelles élections eurent lieu le 31 juillet de la même année.

L'avance redoutable du national-socialisme constituait cette fois une menace non pas illusoire, mais positive (les hitlériens avaient 230 élus au lieu de 107 dans l'ancienne assemblée) qui ne pouvait être jugulée que par la coalition de toutes les forces antinazies, et on le comprendra à la lecture du tableau ci-dessous qui nous fournit la composition du nouveau Reichstag:

Nationaux-socialistes	230 sièges	Sociaux-démocrates	133 sièges
Communistes	89 sièges	Centristes	75 sièges
Nationalistes	37 sièges	Populistes bavares	24 sièges
Populistes	4 sièges	Chrétiens-sociaux	7 sièges
Parti d'État	4 sièges	Paysans	9 sièges .

Il serait naturellement vain de chercher à blanchir M. von Papen dont l'activité est présente à toutes mémoires. Ses sentiments antidémocratiques nous sont trop familiers pour nous illusionner sur sa sincérité politique. Toutefois, le chancelier du Reich n'était pas un révolutionnaire, ni de gauche ni de droite, et était trop attaché au conservatisme social pour ne pas être inquiet par l'agitation et les succès nazis. Il prévoyait comment cela pouvait finir. Sa première pensée, au lendemain des élections, fut de tenter un rapprochement avec le parti national-socialiste, d'entraver son action en l'incorporant au gouvernement et en faisant partager à Hitler les responsabilités du pouvoir. Mais Hitler comprit ce que pouvait avoir de dangereux pour l'avenir de son parti son embrigadement dans une équipe ministérielle, et refusa en demandant pour son parti le pouvoir total. On connaît la noble réponse du maréchal-président von Hindenburg aux exigences du chef nazi: *«Ma conscience ne me permet pas de confier le pouvoir à un parti qui en userait d'une façon arbitraire»*.

Von Papen fut donc chargé de constituer le nouveau gouvernement sans la collaboration nazie, et on pouvait estimer que le danger hitlérien n'était pas aussi imminent qu'on le supposait puisqu'il apparaissait

nettement que Hitler renonçait - pour l'instant du moins - à user de la violence et que, parlementairement, il ne disposait pas d'une majorité suffisante au Reichstag, avec ses 230 membres sur 600 députés, pour tenter un coup d'État.

Mais on avait compté sans les communistes. Leurs 89 représentants, s'ils ne pouvaient ouvertement soutenir Hitler, avaient la faculté d'associer leurs voix à celles des nationaux-socialistes pour obliger le cabinet von Papen à démissionner, ouvrant ainsi une nouvelle crise ministérielle ne pouvant être dénouée que par l'appel au pouvoir du chef national-socialiste.

Les dirigeants bolchevistes ont trop de subtilité politique pour ne pas avoir prévu les conséquences d'un tel geste et nous allons voir que l'opération à laquelle ils se prêtèrent fut admirablement menée.

Le nouveau Reichstag devait se réunir le 12 septembre 1932, sous la présidence du capitaine Goering. Le gouvernement et les différents partis politiques composant l'assemblée - hitlériens et communistes non compris - étaient tombés d'accord pour conclure une trêve et la séance ne devait emprunter qu'un caractère de pure forme et n'être illustrée que par le discours-programme du chancelier. Ensuite, l'assemblée devait être ajournée sine die pour permettre au gouvernement de préparer une nouvelle loi électorale et prendre des mesures propres à contrecarrer l'activité nationale-socialiste dans le pays.

Tout était ainsi réglé lorsque ce fragile édifice de combinaisons fut renversé par l'intervention du communiste Toergler demandant une modification à l'ordre du jour et la priorité pour une motion de défiance au gouvernement présentée par son parti.

Dans l'assemblée, ce fut la consternation. Il était évident que, si un scrutin s'établissait sur cette motion communiste, le gouvernement était renversé par les 89 voix communistes et les 230 voix hitlériennes, soit 319 suffrages sur 600 votants.

En toute hâte, afin d'éviter l'irréparable, M. von Papen rédigea un décret de dissolution du Reichstag sur un pouvoir en blanc que lui avait remis le président d'Empire, maréchal Hindenburg, et le passa au président Goering afin d'éviter un vote qui sanctionnerait la déchéance du gouvernement. Mais, avec un sourire, le président Goering prit le décret, le lut silencieusement, et le plaça sur l'angle de son pupitre sans même en tenir compte. Puis il consulta l'assemblée sur la résolution communiste.

Il se produisit alors un fait sans précédent dans les annales de la vie parlementaire d'une nation démocratique. Tous les députés présents à cette séance historique du Reichstag comprirent que le Parlement et le parlementarisme avaient vécu en Allemagne, et que la collusion hitléro-bolcheviste allait sanctionner une victoire définitive du chef des chemises brunes. La panique s'empara de l'assemblée et, voulant sans doute se ménager le dictateur du lendemain, les représentants du peuple allemand votèrent en masse la motion de méfiance communiste. 37 députés seulement eurent le courage de manifester leur opposition au nazisme.

Alors, le président Goering reprit sur son pupitre le document que lui avait remis le chancelier von Papen, et le lisant à l'assemblée il déclara ironiquement que *«le décret de dissolution émanant d'un cabinet renversé ne signifiait rien»*.

La farce était jouée. Après Thaelmann, Toergler avait bien mérité de ses deux chefs: Staline et Hitler.

Le maréchal-président von Hindenburg résista aussi longtemps que le lui permettait la Constitution. Il usa de toute son influence pour rétablir une situation définitivement compromise, appela au pouvoir le général von Schleicher qui, pour tenter de désagréger l'opposition hitléro-communiste, dressa contre lui les représentants de la grosse industrie en arrêtant la baisse foudroyante des salaires et chercha à s'attacher la paysannerie en faisant de larges concessions à l'agriculture.

Les efforts du général von Schleicher furent vains et un événement local qui, en d'autres circonstances, eût été insignifiant, précipita l'irréparable triomphe de Hitler.

Le 15 janvier 1933 devaient avoir lieu les élections au parlement de Lippe-Detmold, petite principauté de 160.000 habitants. On avait, dans toute l'Allemagne, fait un battage considérable autour desdites élections,

considérant que leurs résultats pourraient servir de témoin pour orienter à l'avenir la politique allemande. Naturellement, dans les cercles officiels, on escomptait un recul du nazisme, et même dans les milieux hitlériens on s'attendait sinon à une débâcle, du moins à une défaite significative. Or, ce fut le contraire qui se produisit, et les nationaux-socialistes gagnèrent 5.000 voix.

Au prix de quelles louches combinaisons ce succès fut-il acquis à Hitler, on ne le fut et on ne le saura sans doute jamais, car le secret fut bien gardé. Mais ce qui est certain, c'est que la panique s'empara de l'entourage direct du président Hindenburg et que ce dernier, jugeant toute résistance impossible, se décida à offrir les rênes du gouvernement à Hitler. Le chef du mouvement nazi accepta, naturellement, et imposa immédiatement son autorité et sa terreur avec la certitude que, cette fois, il était bien le maître. On sait le reste.

Que faisaient pendant ce temps les complices, les soi-disant stratèges en révolution? Comment tenaient-ils leurs promesses? Que devenaient les génies inspirés du vénéré Staline? A quoi utilisaient-ils les millions de soldats qui devaient s'opposer sur le terrain social au triomphe de Hitler?

Nous ne parlons pas de l'Armée rouge. Non. Nous savons depuis longtemps qu'elle était destinée à d'autres besognes. Nous parlons des millions de travailleurs allemands que l'on avait embrigadés sous la bannière de Staline avec les mêmes mensonges qui servirent à mystifier pendant des années la classe ouvrière française. Où donc conduisirent-ils leurs troupes, les tacticiens germanico-bolchevistes? Dans des trous de taupe ou dans des trous de souris?

Car, enfin, ça ne disparaît pas comme sous la baguette d'un prestidigitateur, cinq à six millions de prolos qui entendent ne pas se laisser imposer un régime de force et d'arbitraire! Ça fait du bruit lorsque, par félonie, on ne leur prêche pas le calme et la soumission! Pourtant, malgré son courage indéniable, le peuple allemand ne s'est pas révolté et les travailleurs germaniques ont subi sans broncher leur dictateur.

Pourquoi? Parce que Staline le voulait ainsi.

Parce que, le pouvoir étant entre les mains de Hitler, il espérait bien que le chef du Reich allait en user pour préparer sa guerre avec la France au bénéfice de la Russie.

Staline était satisfait. Il ne s'agissait plus que de gagner les bonnes grâces de «l'inspiré» de Munich, et de donner le change à ce pauvre prolétariat français pour l'affaiblir et en faire une proie plus facile en l'assurant de l'amitié soviétique et de l'appui de la «puissante» armée bolcheviste si ses libertés démocratiques étaient menacées par la fureur nazie.

Le travail commença aussitôt. Des instructions furent adressées en conséquence et la firme Thorez et C^{ie} fut chargée de les exécuter sans tarder.

Dès le mois de mars 1933, le Comité exécutif de la Troisième Internationale adressa, par l'intermédiaire de ses centrales nationales, un appel aux socialistes du monde entier, les engageant à entreprendre, en collaboration avec les partis communistes de leurs pays respectifs, une offensive CONTRE TOUS LES RÉGIMES NON SOCIALISTES. Pour comble de cynisme, Moscou adressa également son appel au parti social-démocrate allemand, dont Thaelmann d'abord et Toergler ensuite avaient provoqué l'écrasement et la mise hors la loi.

Et ainsi se poursuivit la grande trahison.

Nous sommes obligés de brûler les étapes et de n'enregistrer que les faits les plus marquants de la collusion hilléro-stalinienne pour donner consistance à une modeste étude, alors qu'il faudrait de nombreux ouvrages pour faire l'historique chronologique de la trahison.

A quelque époque que l'on se place et quelle que soit la situation internationale, la politique stalinienne est toujours sinieuse et laisse la porte ouverte à de multiples interprétations. Pourtant pour quiconque apprécie à leur juste valeur les dirigeants soviétiques, leur désir de rapprochement avec l'Allemagne ne peut être contestable, et leurs avances aux démocraties n'apparaissent jamais que comme un chantage exercé sur les diplomates du Reich pour les contraindre à renouer des relations amicales avec les Soviets.

Cette exploitation perpétuelle prend corps de plus en plus nettement à mesure que l'on compulse les textes destinés à couvrir les actes, appréciés différemment selon que l'on manifeste des sentiments de sympathie ou d'hostilité à l'égard des Soviets, et qui doivent légitimer aux yeux du profane naïf et sincère la politique contradictoire du bolchevisme.

Dans la dernière quinzaine de mars 1935, par exemple, une violente campagne était déclenchée en U.R.S.S. par le commissariat à la Guerre contre les *«forces d'invasion du Troisième Reich»* et M. Toukhatchevski, alors sous-secrétaire d'État, écrivait dans la *Pravda*, de Moscou:

«A son avènement au pouvoir, en janvier 1933, Hitler déclara avoir besoin de quatre années pour se rendre maître de la crise et vaincre le chômage. C'était là, en réalité, de la pure démagogie et aujourd'hui il devient évident que derrière ce plan démagogique s'en cachait un autre beaucoup plus concret: un plan quadriennal ayant pour but la création de forces armées gigantesques».

Et après avoir énuméré quelles étaient les forces numériques de l'armée d'invasion allemande, Toukhatchevski concluait:

«En résumé: pour la réalisation de ses plans de revanche et d'annexion, l'Allemagne aura, dès l'an prochain, une armée d'au moins 849.000 hommes. Autrement dit, ses forces militaires dépasseront de 40% celles de la France et seront presque égales à celles de l'U.R.S.S. qui comptent pour toutes les armes 940.000 hommes».

A la même date, le colonel von Bülow publiait, dans le *Berliner Boersen Zeitung*, un article dans lequel il évaluait la puissance de l'aviation soviétique et déclarait que *«la flotte formidable aérienne soviétique était l'instrument de guerre le plus redoutable et le plus efficace pour la mise à exécution des anciens plans d'une révolution mondiale qui planterait partout la Troisième Internationale».*

Il serait donc logique de penser que de telles considérations, exprimées d'un côté par le ministre de la Guerre lui-même et de l'autre par une des personnalités les plus marquantes d'un pays où l'on ne peut traduire que la politique gouvernementale, constituaient une opposition irréductible entre deux peuples séparés par la culture, la tradition, le régime et les intérêts.

Or, quelques jours plus tard, au début d'avril (la situation était certes moins tendue qu'en août 1939), un pacte commercial était conclu entre les Soviets et le Reich, et il est curieux de rappeler, à cinq ans de distance, les commentaires des *Izvestia*, de Moscou, à ce sujet:

«L'accord conclu entre l'ambassadeur de l'U.R.S.S. à Berlin, Kandalaki, écrit l'organe bolcheviste officiel, et le ministre du Reich Schacht, selon les termes duquel le consortium des banques allemandes, ayant à sa tête la Deutsche Bank und Disconto Gesellschaft et la Dresdner Bank, accorde un crédit de 200 millions de Reichmarks pour le financement des commandes soviétiques, est un événement positif au milieu de la débâcle économique et la chute du commerce international.

... Quant à l'U.R.S.S., elle ne se laisse guider que par des considérations d'ordre économique. Le gouvernement soviétique conclut des accords là où il croit trouver un avantage pour l'économie du pays. C'est également le but que poursuivent tous nos agents économiques à l'étranger.

En ce qui concerne les relations politiques entre l'U.R.S.S. et le Reich, nous n'avons jamais préconisé quoi qu'en dise la presse nationale-socialiste - l'isolement et encore moins l'encerclement de l'Allemagne. Si les relations germano-soviétiques ont empiré, cela est dû uniquement à la politique nationale-socialiste, qui a ouvertement proclamé son partage territorial de l'U.R.S.S.

L'amélioration des relations germano-soviétiques ne dépend donc que de l'Allemagne».

L'appel, comme on le constate, était à peine déguisé, et à cet article des *Izvestia*, qui parut sous le titre symbolique, *«La voie est ouverte...»*, l'écho répondit par un article inspiré de la *Frankfurter Zeitung*, dont voici la conclusion:

«...Les perspectives qui s'ouvrent désormais sur une intensification et une marche satisfaisante des relations commerciales germano-soviétiques seront accueillies avec satisfaction dans les pays intéressés et seront enregistrées aussi dans toute l'opinion mondiale comme un fait digne de remarque».

Or, il faut regretter que «ce fait digne de remarque » ait à peine été souligné dans la presse française. Cependant il représentait un maillon de la chaîne qui était en train de se forger et qui allait lier, en 1939, Hitler à Staline. On ne comprenait pas suffisamment dans les démocraties occidentales que si Staline avait, par l'action de son parti communiste, hissé Hitler au pouvoir et été le démolisseur zélé de la République de Weimar, c'est qu'il était constamment poursuivi par la crainte de voir se réaliser une union entre la France et l'Allemagne, union qui aurait pu gêner ultérieurement ses ambitions impérialistes slaves. Et il cacha si peu

sa satisfaction de voir s'écrouler la démocratie germanique que le 4 mars 1933, alors que tous les peuples civilisés étaient soulevés d'indignation par le despotisme qui s'exerçait en Allemagne, il laissait écrire dans les *Izvestia* que *«l'U.R.S.S. était le seul pays au monde qui n'éprouvait aucune hostilité à l'égard de l'Allemagne, et cela indépendamment de la forme et de la composition du Reich»*.

Pendant que la presse russe prodiguait ses amitiés et multipliait ses avances au dictateur du Reich, par le truchement du parti communiste français le gouvernement des Soviets entretenait ici une perpétuelle agitation pour empêcher tout rapprochement franco-allemand. Pourtant, le jeu de Moscou ne pouvait passer entièrement inaperçu et commençait à inquiéter sérieusement certains observateurs autorisés.

Au mois de février 1935, le rédacteur diplomatique du *Morning Post*, de Londres, signalait le danger pour l'Europe de la politique extérieure bolcheviste et écrivait:

«Les Russes sont violemment opposés à tout accord entre les puissances occidentales; ils redoutent qu'un tel accord n'incite la France à se désintéresser des frontières orientales et à laisser l'U.R.S.S. se débrouiller seule avec le Japon. Ils doivent également penser que les querelles continues entre les puissances capitalistes servent l'œuvre du communisme.

Depuis douze mois, chaque fois qu'un accord est en vue entre la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, M. Litvinoff le fait avorter. On peut dire que tant que M. Litvinoff exercera son influence à Paris, aucun accord entre les puissances occidentales ne sera possible».

On doit reconnaître maintenant que les appréciations et les préoccupations du *Morning Post* étaient justifiées et que, quelle que soit l'orientation politique de Moscou, celle-ci tendait à entraîner les démocraties occidentales dans une guerre contre l'Allemagne.

En effet, les questions d'humanité et de civilisation n'ont jamais été de celles qui troublèrent le sommeil des dirigeants bolchevistes, et nous avons vu plus haut qu'il leur importait peu de savoir quel était le régime qui sévissait en Allemagne. Le problème pour le gouvernement russe était d'enfermer la France dans un dilemme pour qu'elle ne puisse pas échapper à la guerre. Si les tentatives de rapprochement avec Hitler avaient été repoussées par le maître du Troisième Reich, Staline savait bien qu'il pouvait compter sur la parole de la France et que toute attaque contre le territoire soviétique - qui ne pouvait se produire que par l'envahissement de la Pologne, puisque l'Allemagne n'avait aucune frontière commune avec la Russie - aurait automatiquement déclenché une intervention des armées de la grande république, *«soi-disant démocratique»*, comme la qualifiait M. Maniowski. C'est ce qui explique que, malgré la signature du pacte commercial que nous signalons plus haut, Staline n'hésita pas, quelques semaines plus tard, à faire les déclarations sensationnelles que l'on connaît à M. Pierre Laval, et qui autorisèrent le Parti communiste français à couvrir sa perversité du drapeau tricolore. Le dictateur moscovite n'abattit ses curies que lorsqu'il fut certain d'avoir convaincu son complice germanique et il n'hésita pas dans son choix lorsqu'il se plaça aux côtés de l'Allemagne quand celle-ci attaqua la Pologne et déclencha la guerre préméditée depuis de longs mois par les chefs des deux nations totalitaires.

Nous ne nous étions donc pas trompé lorsque, au mois de janvier 1939, nous écrivions :

«Nous n'avançons rien de sensationnel en déclarant que les régimes totalitaires s'épuisent plus rapidement que les régimes de liberté et que l'U.R.S.S. est épuisée par vingt années de réaction.

Il lui faut une diversion.

Cette diversion, c'est la guerre. A condition que d'autres la fassent.

C'est pourquoi le bolchevisme français au service de l'U.R.S.S. est un des plus dangereux facteurs de guerre».

Un dernier document, irréfutable, nous éclaire sur les véritables sentiments de Staline.

Au mois d'octobre 1932, - la date est à souligner puisque c'était à la veille de l'avènement de Hitler, - le grand écrivain allemand Emil Ludwig publiait, dans la revue *Le Mois*, une étude sur Staline et faisait état d'une interview que lui avait accordée le dictateur russe:

«Tout à coup, écrit Emil Ludwig, sans aucune transition, et avant que j'aie pu poser une question, Staline poursuit:

- S'il y a une nation pour l'ensemble de laquelle ou la majorité de laquelle nous éprouvons de la sympathie, c'est l'Allemagne. Nos sentiments amicaux envers les Américains ne sauraient être comparés à ceux que nous inspirent les Allemands.

- Pourquoi plutôt les Allemands?

- C'est un fait.

Sur ce point, Staline, par ailleurs si riche d'arguments et de démonstrations, se borna à ces quatre mots, dont le ton marquait l'intention de prévenir toute interrogation ultérieure à ce sujet. Néanmoins, cette déclaration spontanée de sa sympathie suggérait tant d'arrière-pensées, de motifs secrets, que je ne voulus pas en rester là. Je poursuivis:

- Vous avez tort de fonder des espérances sur l'Allemagne. Les Allemands aiment mieux l'ordre que la liberté. Voilà pourquoi, chez nous, il n'y a pas de révolution ou, quand il y en a, elles échouent.

- Vous avez raison quant au passé, répliqua Staline... Mais aujourd'hui? Où est le respect de la loi? Les nationaux-socialistes enfreignent la loi partout où ils la trouvent; ils se battent et tirent des coups de feu partout... Tout est changé...» (1).

Oui, c'est vrai, tout est changé, Staline avait raison.

Et ceci fait comprendre cela.

Jacques CHAZOFF.

(1) *Le Mois*, septembre-octobre 1932, n°21.